

# Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

## EDITORIAL

Après un an d'existence, le CADTM France s'affirme dans le paysage militant national et international. Plusieurs caps ont été franchis : mise au point de statuts en vue de la création



juridique de notre association, responsabilités au sein de la plate-forme française Dette et Développement, représentation à Porto Alegre en février 2002 et à la conclusion du Tribunal international sur la dette à Washington en avril 2002, multiplications de nos interventions à travers la France... Après le cataclysme électoral que nous venons de vivre, il est plus que jamais urgent d'intensifier notre combat pour la solidarité internationale et de réaffirmer haut et fort nos principes. Afin de créer un contact plus étroit avec nos adhérents et sympathisants, il nous a paru nécessaire de mettre au point une lettre dont vous avez le numéro initial entre les mains. Nous l'avons voulue dense et riche, nous espérons que vous la trouverez intéressante et qu'elle vous donnera envie de nous rejoindre, de militer activement avec nous pour l'annulation totale de la dette extérieure publique du Tiers Monde et pour la recherche d'alternatives respectueuses de l'humain et de l'environnement. Bonne lecture.

DAMIEN MILLET

### Notre association

Le CADTM-France, association de droit, est enfin là. Main dans la main avec le CADTM international. Association de droit parce que cette étape nous a paru indispensable pour nous donner des moyens plus concrets pour lutter contre le diktat de la dette.

Nos politiciens nous parlent de réformes, d'avancées, et même d'«annulations» quand ce ne sont que des marchés de dupes derrière lesquels les réels bénéficiaires sont les créanciers usagers. A l'heure où Enron et l'Argentine nous offrent des cas grandeur nature des processus et des résultats des politiques néo-libérales, notre combat est tous les jours plus nécessaire au sein de la mobilisation citoyenne mondiale dont il est indissociable. Notre cœur de métier, la dette, est forcément lié au développement, donc à l'organisation sociale et à l'environnement.

Nous voulons avancer avec tous ceux qui se battent pour la justice et la dignité, la vérité et la transparence, l'équité et l'égalité des chances, la démocratie. Il faut désormais que les «puissants» comptent avec notre force de résistance, d'analyse et de proposition comme avec celle de tous les humains de bonne volonté.

ALAIN SAUMON

# LA PLATE-FORME DETTE & DÉVELOPPEMENT :

## UN AN DÉJÀ...

En mars 2001, la campagne «Pour l'an 2000, annulons la dette», qui avait relayé en France la pétition Jubilé 2000 (24 millions de signatures dans le monde dont 500 000 dans l'Hexagone), décidait de poursuivre son action en devenant la «Plate-forme Dette & Développement». Le CADTM France y rejoignait alors une trentaine d'autres ONG et de syndicats. Un an plus tard, cette plate-forme, dont la coordination est assurée par le CCFD, est consi-

sures immédiates en faveur des pays à revenu intermédiaire, appelle de ses vœux la mise en place d'un système de règlement large, juste et équitable de la dette de l'ensemble des pays du Sud, prône l'établissement d'un lien entre annulation de dette et investissement dans le développement durable, enfin exige la révision des modalités de financement du développement. Le CADTM est solidaire de ces orientations, bien qu'il appelle à une annulation totale de la dette des pays en développement, fondée sur son illégitimité et la nécessaire réparation après cinq siècles de surexploitation du Tiers Monde.

Une semaine d'action «pour l'annulation de la dette» du 17 au 23 juin est en préparation ainsi qu'un rassemblement à Paris le 19 juin devant le ministère des Finances. Le Club de Paris, auquel un groupe de travail conduit par le CADTM au sein de la plate-forme a consacré une étude, sera la cible principale du rassemblement. Un Rapport sur la dette, qui se veut un document d'information synthétique sur tous les aspects de la question, paraîtra en juin. La plate-forme, c'est également un site Web ([www.dette2000.org](http://www.dette2000.org)), un «Observatoire de la participation de la France à l'allégement de la dette des pays pauvres»

crée avec le Haut Conseil de la Coopération Internationale, la création d'un groupe de suivi pays par pays de la politique française d'annulation. C'est encore d'innombrables relations avec les réseaux qui, en Europe (Eurodad, réseau international du CADTM, Jubilé...) ou dans les pays du Sud (Jubilé Sud, FSM), demandent l'annulation de la dette.

SYLVIE BOURINET

### PPTE News

**26** C'est le nombre de pays à avoir atteint le point de décision de l'initiative PPTE renforcée, sur les 42 Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), depuis que le Ghana et le Sierra Leone ont été déclarés éligibles en février 2002.

**5** C'est le nombre de pays à avoir atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE. En avril 2002, le Burkina Faso a rejoint l'Ouganda, la Bolivie, le Mozambique et la Tanzanie.

Pour plus de renseignements sur l'initiative PPTE : voir <http://www.cadtm.org/pages/francais/ppte.htm>



dérée par les pouvoirs publics français comme l'interlocuteur incontournable quand il s'agit de consulter ou d'informer des représentants de la société civile sur la question de la dette.

Groupe de pression, force d'action, centre d'information, la plate-forme est devenue tout cela à la fois, ainsi qu'un «espace» où des organisations très diverses, laïques, religieuses, modérées, radicales, parviennent à échafauder un positionnement commun qui leur permet de parler d'une même voix. Ainsi, un «texte de référence», élaboré non sans mal, constate que la dette est devenue pour les pays du Sud un obstacle majeur à leur développement, demande que soit reconnue la coresponsabilité des prêteurs et des emprunteurs, affirme que l'annulation de la dette impayable et illégitime est une question de justice, dénonce un Club de Paris «juge et partie», déplore l'absence de mécanismes satisfaisants pour le règlement des problèmes d'endettement. La plate-forme appelle donc à une annulation totale de la dette bilatérale et multilatérale des pays pauvres, qu'ils soient ou non sélectionnés dans l'initiative PPTE qualifiée d'«inadéquate», demande des me-

# DEVANT LE CLUB DE PARIS: LA VICTOIRE EN DANSANT

## Tanzanie, Kirghizie, Côte d'Ivoire, Indonésie

En janvier 2002, la Tanzanie, qui venait d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE, pouvait prétendre, grâce à sa docilité économique, à des allégements significatifs. Sur une dette envers les pays du Club de Paris estimée en valeur actuelle nette à 1700 millions de dollars, dont 1660 pré-date butoir, l'allégement s'élève à 737 millions de dollars. Il lui reste donc encore du chemin avant de pouvoir prétendre dégager de vraies ressources destinées à fournir un peu de bien-être à ses populations.

En mars 2002, c'était au tour de la République de Kirghizie, quelques mois après la signature d'un accord avec le FMI. Comme elle n'est pas PPTE, il s'agit d'un simple rééchelonnement de 99 millions de dollars, correspondant au service de la dette de décembre 2001 à décembre 2004, durée de l'accord avec le FMI. Tout sera donc remboursé, mais un peu plus tard.

En avril 2002, le Club de Paris acceptait de restructurer une partie des sommes dues par la Côte d'Ivoire, pour un montant de 2,26 milliards de dollars, dont 1,06 milliard d'arriérés en principal, intérêts et intérêts de retard au 31 mars 2002 et 1,2 milliard de dollars d'échéances en principal et en intérêts dues entre le 1er avril 2002 et le 31 décembre 2004. Le traitement selon les termes de Lyon va conduire à réduire le service de la dette envers les créanciers du Club de Paris entre le 1er avril 2002 et le 31 décembre 2004 de 2,26 milliards de dollars à 750 millions de dollars. Un allégement supplémentaire pourrait être attribué quand la Côte d'Ivoire aura franchi le point de décision de l'Initiative PPTE renforcée.

Enfin, en avril 2002 toujours, l'Indonésie s'est vue accorder un rééchelonnement du service de sa dette que nous détaillons dans l'article consacré à ce pays.

Au sein du groupe de travail sur le Club de Paris, nous continuons à suivre ses activités de près et nous ne manquerons pas de vous en rendre compte.

DAMIEN MILLET

## Le Club de Paris à la loupe

Le CADTM France pilote un groupe de travail sur le Club de Paris au sein de la plate forme française Dette et Développement.

Pour lire notre présentation de cet organisme fort discret, voir <http://www.cadtm.org/pagess/francais/ClubdeParis.htm>

Même si la Dette du Tiers-Monde pose des problèmes graves et complexes, réclamer son annulation ne se fait pas nécessairement de façon ennuyeuse. Il suffit de constater la bonne humeur qui prévaut au cours des réunions de la branche française du CADTM pour s'en assurer. Quelques musiciens ont décidé d'aller plus loin encore dans la bonne humeur combattive en écrivant une chanson sur ce thème. La plupart de ces artistes viennent de régions où la Dette fait de véritables ravages, notamment d'Afrique et d'Amérique Latine. Mais des musiciens européens ou nord-américains ont également souhaité se joindre à eux. Difficile de donner ici le nom de tous les volontaires qui offriront une chanson aux associations qui luttent pour l'annulation de la Dette. Disons seulement que la plus grande chanteuse du Cap-Vert, deux des artistes ivoiriens les plus populaires en Afrique de l'ouest, toute la nouvelle



génération d'agitateurs brésiliens, une célébrissime chorale sud-africaine, un bouillonnant sound-system marseillais et bien d'autres humanistes chantants nous préparent de belles surprises.

La suite des aventures de ce « Disque contre la Dette » au prochain numéro.

FRANÇOIS MAUGER

## Traductions de « la Bourse ou la Vie » d'Eric Toussaint

L'édition en portugais est diffusée au Brésil depuis février 2002 et bientôt au Portugal (via SOS Racisme Portugal et ATTAC Portugal).

L'édition en espagnol est parue au début du mois de mars en Espagne, des éditions spécifiques sont en cours de réalisation en Equateur (Editorial Abyala), en Argentine (ATTAC Argentine, CLACSO et Syndicat du Pouvoir Judiciaire), au Mexique (CSAPN et Syndicat des Enseignants) et en Colombie (Syndicat des employés de Banque). Des contacts sont en cours au Chili.

L'édition en arabe progresse. La traduction a été prise en charge par les militant(e)s d'ATTAC d'Agadir (Maroc) et RAID / ATTAC / CADTM de Tunisie.

# L'INDONÉSIE, UNE DEUXIÈME ARGENTINE ?

Le Club de Paris vient de rééchelonner une troisième fois la dette de l'Indonésie. Le service de la dette sur la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2002 au 31 décembre 2003 est ramené de 7,5 milliards de dollars à 2,7 milliards de dollars. La négociation – on en voit là toutes les limites – n'a porté que sur un dixième de la dette publique extérieure bilatérale qui s'élève au total à 73 milliards de dollars. Celle-ci équivaut à 90 % du PIB et le service de la dette absorbe 40 % des revenus fiscaux.

Aux termes du rééchelonnement rendu public le 12 avril, les crédits d'aide publique au développement devront être remboursés sur vingt ans, dont dix de grâce, à taux concessionnel. Les crédits commerciaux devront être remboursés par échéances progressives sur dix-huit ans, dont cinq de grâce, aux taux d'intérêt du marché, a annoncé le Club de Paris.

L'Indonésie doit également rembourser une dette intérieure de 60 milliards de dollars qu'elle a contractée en 1997 lors de la fermeture de seize banques insolubles, en application d'un plan du FMI. Une énorme partie de la dette publique est due au régime dictatorial et corrompu de Suharto et peut sans hésitation être qualifiée de dette odieuse. La Banque mondiale a admis que 30% de ses prêts avaient été détournés pendant cette période.

L'INFID, un forum d'ONG indonésiennes, soutenu notamment par la Plate-forme française Dette & Développement et par la campagne belge 11.11.11, ainsi que par le Comité pour la démocratie en Indonésie, s'était mobilisé le 8 avril à Paris pour alerter l'opinion et les autorités tant indonésiennes qu'occidentales sur la nécessité de "trouver des alternatives" au problème de la dette de l'archipel dont le poids est devenu totalement insupportable.

Pays à revenu intermédiaire ne rentrant pas dans la catégorie des pays pauvres lourdement endettés, l'Indonésie s'attendait à un simple rééchelonnement non concessionnel selon les termes standards du Club de Paris, autrement dit un étagement de ses remboursements sur une période de dix à quinze ans et une baisse très modeste des taux d'intérêt. Une telle décision aurait été jugée notoirement insuffisante par les représentants de la société civile pour un pays comptant 30 à 60% de pauvres et où l'éducation et la santé ne "pèsent" respectivement que 8,5% et 2% du budget.

Le réseau Eurodad, réseau réunissant des ONG de seize pays européens sur la dette et le développement, a présenté au nom de l'INFID une étude sur la "soutenabilité" de la dette de l'Indonésie. A moins de diminuer de plus de moitié le service de la dette, l'Etat indonésien ne serait pas en mesure d'allouer suffisamment de ressources pour la réduction de la pauvreté et le développement social,

disait en substance l'étude. Pour parvenir à rendre le service de la dette conciliable avec le développement social du pays, Francis Lemoine, l'auteur de l'étude, a proposé d'une part que le Club de Paris applique à la dette indonésienne les termes de Naples, permettant une réduction de dette d'environ 67% et d'autre part, de procéder à une réduction de la dette multilatérale d'environ 32%, ce qui permettrait d'atteindre les 50% de réduction nécessaire. Ce n'est pas la voie de la réduction de dette qu'a choisie le Club de Paris, mais celle du rééchelonnement, en lui appliquant les termes dits de Houston, même si sa décision aura pour effet de réduire à court terme de plus de moitié le service de la dette. L'Indonésie sera donc condamnée à négocier début 2004, un nouveau rééchelonnement.

SYLVIE BOURINET

## BRÈVES

➤ **La solution de Rocard** : Invité à ouvrir la conférence sur « les alternatives de la dette indonésienne », Michel Rocard, ancien premier ministre français, aujourd'hui député européen, a considéré qu'une des solutions au problème de la dette n'était pas l'annulation mais « le remboursement en monnaie locale ». Rocard a-t-il bien mesuré la gravité de la situation ? On peut en douter.



➤ **Un Fonds spécial dette** ? La Belgique a proposé à Monterrey que les 23 pays les plus riches de la planète créent un fonds spécial consacré à la réduction de la dette des pays en développement, doté pendant quinze ans de contributions équivalant à 0,1% de leur produit national brut, soit environ 23 milliards de dollars. Cela permettrait d'aller plus loin que l'initiative actuelle en faveur des pays pauvres très endettés. Le Premier ministre belge, Guy Verhofstadt, a dit vouloir en faire "une priorité personnelle". Les 23 pays en question en feront-ils une priorité ? Rien n'est moins sûr !

# CONSTRUIRE LOCALEMENT LE CADTM

## A Grenoble

Notre groupe s'est constitué il y a un peu plus d'un an, à partir d'un noyau de cinq personnes. A Grenoble, il y a une tradition de travail unitaire et donc de confiance entre les associations et avec les syndicats. Pour appeler à la réunion constitutive, ce petit groupe a envoyé largement aux diverses associations de solidarité et aux syndicats une lettre de motivation, indiquant pourquoi nous désirions constituer une antenne du CADTM. Dès la première réunion, nous nous sommes retrouvés une vingtaine. Nous sommes maintenant un groupe de 30 adhérents. Nous sommes la plupart dans d'autres associations, ce qui nous permet de relayer nos activités grâce aux réseaux d'ATTAC, du Centre Inter Peuples, de Survie, de la Ligue Internationale des Femmes, la Marche Mondiale des Femmes, etc....

Parmi ce que nous avons fait depuis un an, je vais rapporter trois actions qui correspondent bien à ce que nous voulons développer:

1 - former un groupe solide et approfondir nos axes d'accord pour pouvoir mieux porter à l'extérieur les orientations du CADTM. Ainsi en février nous avons les uns et les autres préparé et eu une journée d'autoformation, largement ouverte à l'extérieur. Au travers de six exposés, nous avons été douze à travailler sur une question et avons échangé avec un public de 44 personnes dont 22 nouveaux, notamment une dizaine de jeunes.

2 - constituer une antenne du CADTM qui comprenne en son sein autant de personnes issues du Sud que de militants français. Ainsi, nous avons organisé au cours du festival Afrique qui était aussi pris en charge par de nombreux Africains, une soirée sur la Dette avec la venue d'Eric Toussaint et de Mignane Diouf (CADTM Sénégal). Sur une centaine de participants, un tiers étaient africains. Mais pour l'instant, nous ne sommes pas arrivés à constituer un groupe commun.

3 - sortir, aller à la rencontre de tous ceux qui ne sont pas mobilisés et que nous voulons sensibiliser au problème de la dette du Tiers Monde. Nous avons fait deux tentatives, mais nous voulons développer cette orientation. Nous avons eu une soirée dans un café cabaret que nous avons montée avec nos amis africains qui l'ont animée en traduisant ce qui se passait réellement dans leur pays, et nous sommes allés à une journée dans la rue discuter avec les passants au moment de Porto Alegre lors d'une manifestation organisée par ATTAC. A chaque fois, nous avons découvert combien il était important de faire passer notre message d'une manière simple. Nous espérons que nos tâtonnements pourront aider ceux qui se construisent ailleurs.

MARTINE TOULOTTE

## A Aix-en Provence

A Aix-en Provence, nous avons commencé à travailler au sein du groupe dette d'Attac, notamment par la mise au point d'un exposé sur la dette présenté dans plusieurs villes de la région. En août 2001, après une réunion à Arles avec plusieurs membres du CADTM de Belgique et de France, nous avons décidé de former également un groupe local du CADTM, en collaboration avec des membres d'ATTAC Sud Luberon. Nous avons poursuivi notre recherche d'informations sur la dette et réfléchi plus précisément à la notion de développement. Portés par l'actualité, nous avons également travaillé sur la dette de l'Argentine, ce qui s'est concrétisé par un exposé fait par Michelle Fourny à Pertuis, à Aix et dans un groupe Attac du Portugal! Raymonde Lagune en a d'ailleurs fait un compte-rendu dans la lettre d'Attac Pays d'Aix. Parallèlement, nous montons le «Procès de la dette» avec des comédiens venant de plusieurs groupes Attac de la région. La première est prévue le 24 juin et sera jouée, en octobre, durant un café citoyen d'Attac Aix. Et comme pour l'exposé, nous ne comptons pas en rester là...

JOCELYNE DUCROCO

## A Lyon

Depuis notre première apparition en mai 2001 avec l'organisation d'une conférence d'Eric Toussaint sur l'annulation de la dette, l'activité des militants lyonnais se situe dans la participation à toutes les manifestations autour de la mondialisation et de la politique anti-libérale, par la tenue de tables de presse et la participation aux débats. Ceci nous amène parfois à sortir de notre département et c'est ainsi que nous avons participé à la journée sur les rapports Nord-Sud organisée par Attac à Brioude en Haute-Loire.

A Lyon, nous étions partie prenante dans le collectif qui a organisé les deuxièmes Rencontres pour une Autre Mondialisation du 26 janvier au 26 février 2002 avec la mise en place de débats et formation autour de la dette et des privatisations au Nord comme au Sud. Ces manifestations avaient pour but, entre autres, de susciter l'intérêt citoyen de Lyon à Porto Alegre. D'ailleurs nous commençons déjà à préparer les conditions et orientations du forum 2003.

DENISE MILBERGUE

### Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate 45150 Jargeau - France

Tel : 02-38-59-98-28

Email : [cadtmfrance@libertysurf.fr](mailto:cadtmfrance@libertysurf.fr)

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN en cours

Illustrations : DOM ([airdom@libertysurf.fr](mailto:airdom@libertysurf.fr))

Conception PAO : Stéphane Bois

# LE CADTM À PORTO ALEGRE

Le CADTM était présent au second Forum Social Mondial de Porto Alegre, qui s'est tenu du 31 janvier au 5 février 2002. Une délégation internationale, s'appuyant sur les réseaux du Mali, du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de RDC, du Niger, de Belgique, de Suisse, de France, etc., y participait. Une vingtaine de personnes ont donc pris part aux différentes initiatives du Forum, en tant qu'organisateur, intervenant, témoin ou simple militant.

Le Tribunal de la Dette, qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes pendant deux journées, a abouti, grâce à de nombreux témoignages concrets d'hommes et de femmes du Sud, à la reconnaissance de l'illégitimité de la dette, à l'identification des responsabilités des Institutions Financières Internationales et des gouvernements du Nord et à des propositions sur la post-annulation. Quelque 500 délégués d'organisations diverses ont assisté à la Conférence sur la Dette, avec la participation notamment d'Eric Toussaint et d'Adolfo Perez Esquivel, qui nous a donné un témoignage sur le vif de la crise argentine.

Enfin, et peut-être surtout, Porto Alegre a été l'occasion pour des membres du CADTM de se rencontrer, d'échanger et de vivre cette expérience en commun. Et de façon plus large, le Forum Social Mondial a été et restera le lieu d'émergence d'un formidable mouvement, qui, dans le respect de sa diversité, partage la même conception de refus du tout libéral, pour un mieux-être des populations.

SARAH VALIN

## SUR LE WEB

Depuis septembre 2001, le site web du CADTM présente l'étude d'un pays par mois, sous l'angle de son endettement. Après Madagascar en février et le Niger en mars, ce fut le tour de la Côte d'Ivoire en avril. Découvrez ces études complètes sur <http://users.skynet.be/cadtm> et si vous avez un pays de prédilection sur lequel vous voulez vous pencher avec nous, n'hésitez pas à nous rejoindre, nous pouvons même fournir le plan et les données importantes... Contactez-nous !



## AGENDA

**5 mai, de 11h à 20h** : stand CADTM France, Quai de la Gare (sur les bords de Seine, au pied de la Très Grande Bibliothèque) à Paris 13<sup>ème</sup>, à l'invitation d'Artisans du Monde, en collaboration avec l'association des péniches du port de la gare, lors d'une journée d'animation et de sensibilisation autour des thèmes suivants : commerce équitable, tourisme équitable, développement durable et solidarité internationale.

**9 mai, 13h** : intervention d'Alain Saumon à St Denis, dans le cadre du festival Charivari organisé par Attac Université, sur le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

**8 juin, 10h** : réunion constitutive du CADTM Ile de France, chez Sylvie au 2 rue Gonnet, Paris 11<sup>e</sup>. Tous les membres de la région parisienne sont les bienvenus.

**8 juin, de 13h à 22h** : stand CADTM France et intervention de Damien Millet à la Bourse du Travail de St Denis, dans le cadre d'une demi-journée mise au point par Gidimaxa Jikké, association de migrants maliens, sur les associations africaines, actrices de développement, et les rapports Nord/Sud.

**14 juin, 20h** : intervention de Sylvie Bourinot près de Montbéliard, invitée par Attac Pays de Montbéliard, dans le cadre d'un Café Citoyen organisé par la MJC de Valentigney.

**17-23 juin** : semaine internationale de lutte contre la dette, avec un rassemblement le 19 à 17h30 devant le ministère des Finances à Bercy où siège le Club de Paris, et des initiatives locales.

**24 juin** : première du « Procès de la Dette », pièce de théâtre reprise de Dakar 2000, à Aix en Provence.

**5 juillet, 11h** : intervention de Claude Quémar à Rennes, à l'université d'été organisée par la fondation René Dumont, avec le CRID, la campagne Demain Le Monde, etc. Thème : « Comment éviter que les ressources financières ne soient détournées des réels besoins des populations ? Deux exemples : la dette et la criminalité financière. »

## LIRE

**L'envers de la dette.** Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola, par F-X Verschave, éd. Agone, 2001. Dossier noir Survie-Agir Ici, support d'une campagne de Survie soutenue par le CADTM. Contact : Survie, 01 43 27 03 25.

**La Boîte Noire**, par Denis Robert, éd. Les Arènes, 2002. Pour comprendre les discrètes chambres de compensation financière, comme Clearstream au Luxembourg, et commencer à remonter le fil de la criminalité financière.